



FORMULAIRE N : DEMANDE DE DÉROGATION À L'HORAIRE D'EXPLOITATION MAXIMAL

REMARQUES PRÉLIMINAIRES IMPORTANTES :

Seuls les établissements de catégories café-restaurant et bar (article 3 let. f LRDBHD) peuvent demander une dérogation à l'horaire d'exploitation maximal.

Les délais pour déposer les demandes de dérogation à l'horaire d'exploitation maximal sont les suivants (article 33 al. 2 RRDBHD) :

- **Dérogation trimestrielle ou annuelle (article 7 al. 1 et 2 LRDBHD) : 30 jours au moins avant le début souhaité de l'horaire dérogoaire ;**
- **Dérogation ponctuelle (article 7 al. 3 LRDBHD) : 7 jours au moins avant l'événement exceptionnel visé.**

Toute dérogation à l'horaire d'exploitation maximal prévu à l'article 6 LRDBHD est subordonnée à l'obtention préalable d'une autorisation de déroger à l'horaire d'exploitation maximal délivrée par le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir (articles 7 et 25 LRDBHD).

L'autorisation de déroger à l'horaire d'exploitation maximal étant une autorisation accessoire, elle ne peut être délivrée par le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir que si l'établissement est déjà au bénéfice d'une autorisation d'exploiter LRDBHD.

L'autorisation de déroger à l'horaire d'exploitation maximal prend automatiquement fin si l'autorisation d'exploiter cesse d'être en vigueur, ainsi qu'au terme de la durée pour laquelle elle est octroyée.

L'autorisation trimestrielle ou annuelle peut être refusée en cas d'infraction à la loi ou à son règlement dans les 12 mois précédant le dépôt de la requête (article 33 al. 11 RRDBHD). Elle est dans tous les cas refusée si, dans les 3 mois précédant le dépôt de la requête, une infraction aux prescriptions visées aux articles 24 LRDBHD (non-maintien de l'ordre et de la tranquillité publique) et 25 LRDBHD (respect des heures d'ouverture et de fermeture) a été commise (article 33 al. 11 *in fine* RRDBHD).

1. INFORMATIONS RELATIVES À L'AUTORISATION D'EXPLOITER :

RAPPEL IMPORTANT : *la présente requête ne peut être déposée au Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir que si l'établissement dispose d'une autorisation d'exploiter.*

Enseigne/nom de l'établissement :

Catégorie :

Adresse de l'établissement (n°, rue, NPA, localité) :

Adresse postale (si différente) (n°, rue, NPA, localité) :

Propriétaire (nom, prénom / raison sociale) :

Exploitant :

Autorisation d'exploiter délivrée le :

2. INFORMATIONS RELATIVES A LA DÉROGATION HORAIRE :

ATTENTION : l'établissement qui souhaite requérir plusieurs types de dérogation à l'horaire d'exploitation maximal doit déposer une requête distincte pour chacun d'entre eux.

2.1 Type de dérogation horaire requise (une seule coche possible) :

La dérogation requise concerne :

- l'horaire de fermeture de l'établissement (article 7 al. 1 LRDBHD)
 l'horaire d'ouverture de l'établissement (article 7 al. 2 LRDBHD)
 l'horaire de fermeture en raison d'un événement exceptionnel (article 7 al. 3 LRDBHD)

2.2 Durée de l'autorisation requise (une seule coche possible) :

REMARQUE : l'autorisation de déroger à l'horaire d'exploitation maximal ne peut être accordée que pour une durée maximale d'une année (article 33 al. 9 RRDBHD). L'autorisation annuelle vaut uniquement pour l'année civile en cours (article 33 al. 13 RRDBHD) ; elle est ensuite renouvelable sur requête.

L'établissement requiert la délivrance d'une autorisation (**une seule coche possible**) :

- Ponctuelle (article 7 al. 3 LRDBHD) – remplir ci-dessous**

REMARQUE : l'autorisation ponctuelle ne peut être demandée que pour des événements exceptionnels, à récurrence annuelle, tels qu'anniversaires, fêtes religieuses, mariages et autres célébrations (article 33 al. 14 RRDBHD).

Type d'événement (**une seule coche possible**) :

- anniversaire
 mariage
 fête religieuse (préciser) :
 autre célébration (préciser) :

Date de l'événement : soit un : lundi / mardi / mercredi / dimanche ¹
 vendredi / samedi ¹

Heure de fermeture dérogatoire requise (**une seule coche possible**) ¹ :

- Lundi → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 02h00) :
 Mardi → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 02h00) :
 Mercredi → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 02h00) :
 Jeudi (matin) → ouverture à (au plus tôt 04h00) :
(Jeudi : pas de fermeture dérogatoire possible au-delà de l'horaire ordinaire de 02h00)
 Vendredi → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 04h00) :
 Samedi → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 04h00) :
 Dimanche → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 02h00) :

¹ Lorsque l'événement exceptionnel a lieu un dimanche, un lundi, un mardi ou un mercredi, la dérogation horaire ne peut être octroyée que jusqu'à 02h00. Dans la mesure où le jeudi dispose déjà d'un horaire ordinaire jusqu'à 02h00 (article 6 al. 1 let. a LRDBHD), aucune dérogation horaire supplémentaire ne peut être demandée pour ce soir-là. Lorsque l'événement exceptionnel a lieu un vendredi ou un samedi, la dérogation horaire peut être octroyée jusqu'à 04h00.

Nombre d'autorisations ponctuelles déjà reçues pour l'année civile visée :

ATTENTION : le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir ne peut octroyer plus de 12 autorisations ponctuelles de dérogation à l'horaire d'exploitation maximal par année civile par établissement (article 33 al. 15 RRDBHD). Au-delà de ce nombre, l'exploitant doit requérir une autorisation trimestrielle ou annuelle.

Trimestrielle (article 7 al. 1 et 2 LRDBHD) – remplir ci-dessous

Année visée par la présente requête :

Période visée : 1^{er} trimestre (janvier à mars) 2^{ème} trimestre (avril à juin)
 3^{ème} trimestre (juillet à sept.) 4^{ème} trimestre (oct. à déc.)

Horaire(s) dérogatoire(s) requis :

- Lundi → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 02h00) :
- Mardi → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 02h00) :
- Mercredi → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 02h00) :
- Jeudi → ouverture à (au plus tôt 04h00) : (pas de fermeture dérogatoire possible)²
- Vendredi → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 04h00) :
- Samedi → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 04h00) :
- Dimanche → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 02h00) :

Annuelle (article 7 al. 1 et 2 LRDBHD) – remplir ci-dessous

ATTENTION : l'autorisation annuelle ne peut être sollicitée que si l'établissement a au préalable obtenu une autorisation trimestrielle en application de la LRDBHD (article 33 al. 10 RRDBHD).

Année visée par la présente requête :

L'établissement a déjà obtenu une autorisation : annuelle trimestrielle

Il s'agit d'un renouvellement d'une autorisation annuelle :

NON OUI : Année visée par la dernière autorisation annuelle :

Horaire(s) dérogatoire(s) requis :

- Lundi → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 02h00) :
- Mardi → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 02h00) :
- Mercredi → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 02h00) :
- Jeudi → ouverture à (au plus tôt 04h00) : (pas de fermeture dérogatoire possible)²
- Vendredi → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 04h00) :
- Samedi → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 04h00) :
- Dimanche → ouverture à (au plus tôt 04h00) : fermeture à (au plus tard 02h00) :

² Dans la mesure où le jeudi dispose déjà d'un horaire ordinaire jusqu'à 02h00 (article 6 al. 1 let. a LRDBHD), aucune dérogation horaire supplémentaire ne peut être demandée pour ce soir-là.

2.3 Mesures contre les nuisances :

Des mesures particulières ont-elles été mises en œuvre par l'établissement pour empêcher la survenance de nuisances :

NON OUI (préciser lesquelles) :

REMARQUES IMPORTANTES

Le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir doit être en possession de l'original de la présente requête. Elle peut être déposée au guichet du Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir (Rue de Bandol 1, 1213 Onex – 1^{er} étage ; ouvert de 13h30 à 17h00) ou transmise par voie postale.

L'attention des requérants est attirée sur le fait que le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir peut :

- a. ordonner la production de tout document ou pièce lui permettant d'établir si les conditions d'octroi de l'autorisation sollicitée sont remplies (articles 33 al. 17 et 31 al. 3 RRDBHD) ;
- b. exiger du requérant la production d'une étude acoustique validée par le SABRA (Service de l'air, du bruit et des rayonnements non-ionisants), en vue de l'examen de la requête (article 33 al. 5 let. a RRDBHD) ;
- c. exiger du requérant la production de la preuve que des mesures adéquates ont été mises en œuvre pour empêcher la réalisation d'un risque de nuisance identifié par le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir, telles que l'installation d'un limiteur-enregistreur ou enregistreur, l'engagement d'un service d'ordre adéquat ou de chuchoteurs, en vue de l'examen de la requête (article 33 al. 5 let. b RRDBHD) ;
- d. requérir le préavis du SABRA, de l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT), des autorités de police et de la commune concernée (article 33 al. 6 RRDBHD).

Le dossier n'est complet qu'à réception des pièces complémentaires et des éventuels préavis requis par le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Par leur signature, **les requérants attestent sur l'honneur que les informations contenues dans le présent formulaire sont exactes et conformes à la réalité.** Toute information indiquée de manière volontairement erronée au Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir pourra remettre en cause la validité de l'autorisation délivrée.

Propriétaire de l'établissement :

Lieu :

Date :

Nom(s), prénom(s) / Raison sociale³ :

.....

Signature(s)³ :

.....

.....

Exploitant de l'établissement :

Lieu :

Date :

Nom(s) et prénom(s) :

.....

Signature :

.....

³ En cas de pouvoir de signature collectif à deux : le présent formulaire n'est réputé valablement signé par la personne morale propriétaire de l'établissement que s'il est contresigné par deux représentants pouvant engager conjointement la société propriétaire.